

Environnement

L'USINE BIOKÉROSÈNE VEUT S'ACCAPARER LA FORÊT

Le transport aérien, qui aujourd'hui représente 3% à 4% des émissions de gaz à effet de serre mondiaux (GES), veut lui aussi entamer sa mue écologique. C'est dans la perspective de "décarboner" le secteur de l'aviation que le projet BioTJet piloté par la start-up Elyse Energy a vu le jour sur le bassin de production de Lacq. Il s'agit de fabriquer de l'e-biokérosène à partir de la biomasse forestière. Soucieux de donner un nouveau souffle à l'épopée industrielle de ce bassin historique, les élus locaux ont salué "le virage vert" pris par le site de production de Lacq et les 690 créations d'emplois qui en découleraient. De l'autre côté, des associations et des paysans s'inquiètent des conséquences environnementales et sociales d'un tel projet.

Le 16 juin dernier, Emmanuel Macron annonçait en grande pompe une batterie d'investissements pour le développement de "carburants durables" à destination du transport aérien. L'État s'est en effet engagé à verser 650

Les élus locaux ont salué le "virage vert" pris par le site de production de Lacq. De l'autre côté, des associations et paysans s'inquiètent des conséquences environnementales et sociales d'un tel projet

millions d'euros de subventions publiques pour l'usine de kérosène bio, sur un budget prévu d'un milliard d'euros. L'Ademe va aussi apporté une aide de 7,9 millions d'euros et la Région Nouvelle-Aquitaine 200 000€.

Ce projet s'inscrit au sein de celui nommé E-CHO qui comprend :



un site de production de 72 000 tonnes d'hydrogène (HyLacq), un autre pour la production de 200 000 tonnes de e-méthanol à Lacq (eM-Lacq), et le site pour fabriquer 75 000 tonnes de e-biokérosène (BioTJet) implanté à Pradiés. La construction de ce dernier devrait débuter en 2025.

Fin octobre, le collectif Touche Pas à Ma Forêt – Pour le Climat (TPMF-PLC) a été créé. Il réunit pas moins de 38 associations environnementales, paysannes et syndicales, avec pour objectif "d'informer le grand public sur les conséquences désastreuses pour l'environnement du projet E-CHO".

Un projet vraiment vert ?

En automne, Elyse Energie a lancé une campagne de consultation publique qui s'est achevée le 17 janvier. "Il en ressort une grosse inquiétude de la part des citoyens, auxquels les promoteurs du projet n'ont pas vraiment donné de réponse en se retranchant derrière la réglementation européenne" regrette Jeanne Ophuls, membre du collectif.

Pour alimenter l'usine BioTJet, Elyse Energy prévoit le prélèvement de 300 000 tonnes de biomasse sèche par an, soit l'équivalent de 500 000 tonnes de bois humide ou de 10 000ha/an de ressource forestière. Ces ressources proviendraient, selon l'entreprise, de la forêt pyrénéenne et du pourtour méditerranéen, mais "ils n'ont pas été en mesure de nous dire précisément d'où et de quel bois il s'agira" poursuit-elle. Une autre zone d'ombre réside dans l'impact environnemental de la production du e-biokérosène pour lequel aucune étude n'a encore été publiée de la part d'Elyse Energy. Les opposants, eux, ont fait leurs calculs. D'après le groupe d'étude de la SEPANSO (fédération d'association de production de la nature et de l'environnement), l'abattage de 10 000ha/an de forêts correspondrait à une perte de 1 500 000t/an de stockage de CO₂. Dans un communiqué publié le 8 janvier dernier, le collectif TPMF-PLC a ainsi pointé ce qu'ils considèrent être une "aberration". "Les émissions de CO₂ à la source (coût

carbone) sont le triple des émissions de CO₂ en bout de chaîne après combustion des biocarburants dans les moteurs aériens et maritimes (500 000 tonnes)".

D'autant plus que le kérosène produit représenterait 1% de la consommation annuelle de l'aviation française, bien peu compte tenu du coût environnemental. Sans refuter cette donnée, Elyse Energy préfère communiquer sur un autre chiffre : le volume de biokérosène produit à Lacq équivaldrait à 30 % de la consommation annuelle d'un aéroport comme Bordeaux-Mérignac.

Outre la ressource forestière, le projet présenté par Elyse Energy nécessiterait "au maximum" sept millions de m³ d'eau par an pompé principalement dans le Gave de Pau, soit la consommation annuelle d'environ 150 000 habitants. Alors que la sécheresse de ces dernières années a mis en évidence la rareté de l'eau, Jeanne Ophuls craint "un conflit d'usage, notamment avec le milieu agricole qui dépend de cette ressource pour irriguer les champs". Sachant aussi, le plan de sobriété

Lacq-en Elyse Energy enpresak egurrarekin ekoiztua den hegazkinendako “*erregai berdearen*” industria plantan ezarri nahi du. Laborari eta elkarte ainitz kontra dira.



La Commission nationale française prévoit une baisse globale de 10% des prélèvements en eau d'ici 2030.

Gare aux terres agricoles

Pour mettre en œuvre son projet, Elyse Energy a noué un partenariat avec la coopérative Alliance Forêt Bois. “C'est un regroupement de grosses coopératives qui n'intervient que sur des parcelles privées en pratiquant, comme beaucoup d'autres, la coupe rase. Ce sont eux qui ont mis en place le système landais de monoculture” explique Julien Iladoy, paysan à Aramits et travailleur forestier. Le paysan forestier voit dans BioT-Jet une continuité avec d'autres projets basés sur du bois énergie comme celui de la centrale électrique à biomasse de Gardanne (Bouche-du-Rhône) ainsi que le projet de scierie géante à Lanne-mezan porté par le groupe italien Florian, finalement abandonné. “En mettant tous ces projets bout à bout, la capacité de production de bois-énergie est surévaluée, en termes de volumes et de moyens mobilisables. Aujourd'hui il n'y a déjà plus de bois dans la forêt

béarnaise”. Il épingle au passage la gestion de la forêt publique de l'Office national des forêts (ONF) qui “*dit oui à tous les grands projets, guidé par la stratégie court-termiste et de rentabilité de la direction, au grand dam des agents de terrain plus au fait de la réalité*”.

Julien Iladoy s'inquiète également pour les travailleurs forestiers. “*Aujourd'hui il y a une désaffection pour ce métier et on va se retrouver avec des petits entrepreneurs qui vont bosser encore plus dur, qui vont s'endetter pour se mécaniser, sachant qu'il y a un problème de cohérence entre le prix de vente du bois-énergie et le coup réel d'exploitation*”. D'après ses calculs, il lui faut 677 litres de fioul pour sortir une tonne de bois et les frais d'exploitation du bois en montagne atteindraient entre 30 et 35 euros pour le bois-énergie.

La ressource forestière en montagne n'étant pas suffisante pour produire le bois-énergie nécessaire à ces usines, le risque de se rabattre sur des parcelles agricoles situées en plaine et facilement mécanisables est grand. “*À terme, on va avoir de nouveaux espaces dédiés à la production de bois énergie, comme c'est déjà le cas dans les environs d'Orthez et de Salies-de-Béarn*”. Comme pour le photovoltaïque ou la méthanisation, la vocation agricole des terres se retrouve encore plus en concurrence avec la production industrielle de bois-énergie.

Au final, Julien Iladoy y voit avant tout un “*effet d'aubaine*” à savoir, par définition, une augmentation soudaine de besoins ou demandes, notamment financiers, suite à l'apparition d'une possibilité de les satisfaire, par exemple via des subventions. Le schéma est donc simple et sonne comme un air de déjà vu. “*Ils annoncent un fort investissement d'argent public à partir duquel ils mettent en place tout un écosystème de subventions à la plantation et à l'achat de machines, de crédit carbone ou d'avantages fiscaux*” conclut le paysan forestier.

FONCIER

MARIENIA : LA SAGA CONTINUE

Ces derniers mois, la question des terres du plateau de Marienia à Cambo est revenue sur le devant de la scène. Le 12 décembre dernier, à l'appel d'ELB, Lurzaindia et du collectif Ostia, une quarantaine d'opposants au projet de construction de logements porté par Bouygues avaient fait irruption au conseil municipal de la ville, après que le maire, Christian Devèze, ait refusé de les rencontrer à plusieurs reprises. Les échanges entre les manifestants et les élus de la majorité avaient été vifs, et le maire s'était défendu en se remettant à la décision des tribunaux qui doivent très prochainement statuer sur la légalité du nouveau PLU de la commune. Par solidarité, les sept élus de l'opposition Nahi Dugun Herria avaient quitté le conseil municipal à l'issue des débats.

Le 6 janvier rebelote. Alors que le maire avait convoqué les habitants pour présenter ses vœux de la nouvelle année, les opposants se sont à nouveau invités à la mairie, sans pour autant parvenir à y entrer. Devant le bâtiment, ils ont symboliquement distribué des échantillons de terre de Marienia en sachets, “*collector car elle risque de disparaître à tout jamais*” avait lancé Argitxu Hiriart Urruty, membre de l'opposition municipale. Encore une fois, les militants ont fustigé le fait de “*sacrifier une des meilleures terres nourricières de Cambo pour un projet immobilier*”.

Devèze s'en remet (encore) à la justice

Pour rappel, en 2021 Bouygues avait signé un compromis de vente des 3,77 hectares du plateau de Marienia pour la modique somme de 3 millions d'euros, sur lequel le groupe avait obtenu le permis de construire d'une centaine de logements (49 en collectif et 45 villas). En 2018, le nouveau PLU de Cambo ouvrant les terres de Marienia à l'urbanisation avait en effet été voté. Cependant en 2021 un

recours juridique avait été déposé par le CADE et Nahi Dugun Herria à l'encontre du permis de construire de Bouygues jugé non conforme au PLU de Cambo.

Le promoteur immobilier avait ensuite revu le permis de construire, une modification qui a été validée par la mairie de Cambo. L'édile de la commune avait alors affirmé en 2021 : “*le problème du retrait ne m'appartient pas*”, renvoyant la balle aux institutions compétentes en la matière. Pourtant, ces dernières semaines, les opposants au projet se sont indignés du fait que le maire ait, malgré les fortes mobilisations à son encontre, validé le permis de construire sans même en débattre, permettant à Bouygues de démarrer les travaux assez vite.

En réponse aux récentes mobilisations, Christian Devèze, a campé sur sa position de départ : il s'en remet à la décision de la justice, et assume de défendre le projet de Marienia qui permet, selon lui, d'apporter une solution aux nombreuses demandes de logement dans la cité. En effet, après avoir été débouté par le tribunal administratif de Pau, les opposants au projet s'en tiennent à la décision du tribunal de Bordeaux auprès duquel ils ont fait appel sur la modification du PLU. La justice devrait trancher d'ici à fin juin. Tout en reprochant les “*formes*” prises par les dernières mobilisations, le maire de Cambo s'est donc défendu de la nécessité d'un tel projet afin d'atteindre l'objectif des 420 logements sociaux construits d'ici 2030 fixé par la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Côté opposant, les revendications restent les mêmes : pas de construction de logements sur des terres à forte valeur agricole et privilégier la rénovation de logements existants et vides pour répondre à la demande. La saga de Marienia n'en est pas encore à son épilogue, mais le risque de voir Bouygues commencer les travaux est de plus en plus proche.